

Belkhadem vise la présidence du Sénat

Exclu du gouvernement Sellal, Abdelaziz Belkhadem convoiterait la présidence du Conseil de la nation. Dans le cercle proche du secrétaire général du Front de libération nationale, cette option est prise très au sérieux.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Abdelaziz Belkhadem prépare son retour. L'homme n'a plus aucune fonction au sein des institutions de l'Etat depuis le 4 septembre dernier. A la tête de la première force politique du pays, il était jusqu'à cette date ministre d'Etat, représentant personnel du président de la République.

Bien qu'honorifique, ce titre lui permettait de faire partie du pouvoir exécutif et de rester très influent. Sa non-reconduction dans l'équipe de Abdelmalek Sellal a été perçue comme une disgrâce, un lâchage en bonne et due forme prononcé par le président de la République. C'est ce qui explique la reprise de l'offensive de ses adversaires au sein du FLN, notamment de la coordination nationale des membres du Comité central.

Cette structure avait réagi très rapidement — tout juste 48h après le départ de Belkhadem du gouvernement — en publiant la liste des signataires membres du CC qui avait adopté la motion de

retrait de confiance au secrétaire général. Une liste qui était pourtant restée confidentielle durant quatre mois. Samedi dernier, la coordination revient à la charge et tente de pénétrer dans le siège du parti. Une action qui sera déjouée grâce à un «service d'ordre» composé de jeunes venus de plusieurs wilayas.

D'autre part, l'apport de la police a permis d'éviter une confrontation qui aurait pu être violente. L'opposition ne compte pas en rester là et promet d'autres actions. Pourtant, dans l'entourage de Abdelaziz Belkhadem on se montre plutôt serein.

«Nos opposants multiplient les fautes stratégiques. Ils sont passés à l'offensive bien trop tôt et leur camp commence à montrer de sérieuses brèches. Leur mouvement montre déjà des signes d'essoufflement», explique un membre de la direction politique du Front de libération nationale parmi les plus proches de Abdelaziz Belkhadem. Selon notre interlocuteur, les opposants ont



Belkhadem prépare son retour.

peu de chances de remporter le bras de fer.

«Le secrétaire général du FLN prépare activement trois grandes échéances électorales. Il y a bien sûr les élections locales au cours desquelles le parti devrait confirmer sa position de première force politique du pays. Mais il y a éga-

lement les sénatoriales qui se dérouleront au début du mois de janvier 2013. Enfin, la troisième échéance, la plus importante pour lui sur le plan personnel, sera l'élection du président du Conseil de la nation», a indiqué notre source sur le ton de la confiance. A en croire ce haut res-

pensible du FLN, Abdelaziz Belkhadem se présente d'ors et déjà comme le successeur de Abdelkader Bensalah dont le second mandat de six ans prendra fin au mois de janvier prochain.

Si cette «prophétie» venait à se concrétiser, elle conforterait le Front de libération nationale et exclurait, de fait, son «allié» le Rassemblement national démocratique. Plus encore, cette option entrerait dans le cadre de la stratégie que met en œuvre Abdelaziz Bouteflika à l'horizon 2014.

En nommant Belkhadem à la tête du Conseil de la nation, il fait de lui le second personnage de l'Etat. Un statut qui lui accorde de très larges prérogatives, notamment en cas de vacance du pouvoir.

Il est évident que la nomination ou non du secrétaire général du FLN au poste de président du Sénat sera le résultat de longues tractations au plus haut niveau de l'Etat.

Une chose est certaine : si Belkhadem figure sur la liste des 48 sénateurs du tiers présidentiel, son accession au perchoir ne sera qu'une simple formalité.

T. H.

PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT

Les perspectives ouvertes de Sellal

Si le programme d'action de son gouvernement se décline comme une poursuite de celui du gouvernement sortant, avec un accent mis sur la réhabilitation du service public, Abdelmalek Sellal, le nouveau Premier ministre, propose aux parlementaires une copie dépouillée de chiffres et qui ne fixe aucune échéance de réalisation.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - L'habitude qu'avait le Premier ministre sortant Ahmed Ouyahia de bombarder de chiffres ses hôtes parlementaires, à chacun de ses passages devant l'Assemblée, est rompue. Abdelmalek Sellal, son successeur dans la fonction de coordinateur de l'exécutif, entend marquer son passage autrement. Dans sa copie, le moins de chiffres possibles. Presque pas du tout pour ce premier examen parlementaire. Ce qui a fait dire au chef du groupe parlementaire du FFS, Ahmed Bettatache, qu'«au lieu d'un programme d'action, le Premier ministre a présenté un programme électoral». L'élu du FFS, qui ne s'est toutefois pas affiché dans

une opposition marquée, a estimé que la présentation du plan d'action du gouvernement sonne comme un prélude à la campagne électorale pour la présidentielle de 2014. «Le programme d'action présenté par Sellal souffre d'un manque de précision. Il ne souligne ni échéance ni ne comporte d'indications chiffrées», a-t-il déploré. Chez le Parti des travailleurs, le ton est loin d'être à la déception. Bien au contraire. Le chef du groupe parlementaire du parti, Ramdane Taazibt, a manqué à peine de jubiler lorsqu'il a pointé devant la presse pour souligner que sa formation est en totale phase avec les annonces gouvernementales. Plus précisément avec celle ayant trait à la

réhabilitation du service public, une question que le PT considère être au cœur de la problématique de développement et celle consacrant le maintien, au plan économique, de la règle du 51/49.

Contrairement à ses habitudes, le Parti des travailleurs ne focalise pas trop sur la soustraction du gouvernement Ouyahia à la présentation de son bilan. «Nous allons insister pour le bilan d'Ouyahia», a indiqué Taazibt sans trop mettre de conviction.

L'Alliance de l'Algérie Verte (AAV), de laquelle étaient attendues quelques frondes, a observé une plate attitude. Son chef de groupe parlementaire Naamane Laouer a préféré, un brin philosophique, contourner la question. «Le problème est politique. C'est de là que viennent les problèmes économiques. La solution réside en la révision de la Constitution pour clarifier les prérogatives de chaque institution», a-t-il affirmé, indiquant que son alliance allait



Sellal marque son passage.

tout de même émettre quelques remarques, notamment au sujet de l'absence d'échéance de réalisation du programme gouvernementale.

Et dans le lot de réactions, celle de Seddik Chihab du RND ne manque pas d'intérêt. On savait qu'Ouyahia, l'infortuné Premier ministre déchu, a demandé aux députés de son parti d'appuyer l'action de son successeur, donc, pour le soutien du RND, ce n'est pas une découverte.

En revanche, ce qui est intéressant à noter, c'est le fait que Chihab dise que «le programme d'action du nouveau gouvernement n'est qu'une suite du programme d'action du gouverne-

ment Ouyahia». Au vu de toutes ces appréciations, Sellal n'a aucune crainte à se faire quant au vote de son programme, prévu pour mardi prochain. Ceci même s'il est, tout au long de son exposé, resté dans l'énoncé de perspectives ouvertes, qu'il s'agisse de la réhabilitation du service public, du renforcement de l'investissement économique, du règlement de la crise de logement ou du rétablissement de la sécurité.

S'il a déclaré poursuivre la lutte implacable contre le terrorisme, il ne se détourne toutefois pas de la démarche de réconciliation nationale. Du déjà entendu chez Ouyahia.

S. A. I.

LE PROCÈS EN APPEL DE L'AFFAIRE ALGÉRIE TÉLÉCOM RENVOYÉ AU 18 OCTOBRE

Le magistrat opte pour une audience spéciale

Très attendu par l'opinion publique, le procès en appel d'Algérie Télécom a été renvoyé au 18 octobre prochain, a décidé le président de la cinquième chambre correctionnelle près la cour d'Alger.

A l'origine de ce renvoi, «la complexité» de cette affaire, «ce qui nécessite sa programmation en audience spéciale». Pour rappel, deux personnes sont poursuivies et condamnées en première instance à dix-huit années de prison ferme pour les chefs d'inculpation de «transactions douteuses» et «blanchiment d'argent». Il s'agit de l'ex-conseiller de l'opérateur historique des télécommunications, Mohamed Boukhari, et l'homme d'affaires algéro-luxembourgeois, Chani Medjdoub. Pour ce procès en appel, la défense des deux mis en cause a été renforcée par un avocat français, M^e William Bourdon.

A. B.